

Au Canada où les territoires vastes sont peuplés de façon assez clairsemée, le coût élevé des transports sur des longs trajets est très néfaste au coût réduit de l'automatisation dans l'industrie.

Dans une région le manque de produits amène presque la famine; dans une autre, la nourriture et le matériel pourrissent et le commerce n'est pas possible; le reste du pouvoir des taux de fret est un instrument qui prohibe le commerce normal dans de tels cas. Le paiement du coût de fret est le reste du pouvoir qui rend le solde tellement difficile à payer entre les pays.

En somme, les taux de fret ont la capacité illimitée de rendre les prix des produits non seulement déraisonnables mais il les souffle insupportablement.

L'erreur colossale—les taux de fret sont hors de proportion alors que même le taux le moins élevé serait néfaste. Pourtant, le gouvernement accepte l'augmentation de 10 p. 100 et plus même si elle encourage l'inflation et si elle est destructive. Mais on s'oppose à l'augmentation justifiée de 5 p. 100 de Stelco. Comme cette attitude est néfaste et comme elle manque de consistance!

L'inflation causée par les taux de fret est redoublée par la méthode de financement et la quantité d'argent disponible. Habituellement, on tente de mâter l'inflation en augmentant les taux d'intérêt qui sont déjà hors de proportion. Les taux d'intérêt accrus ne mâtent pas l'inflation mais l'encouragent. Ils sapent et réduisent le pouvoir d'achat de l'argent qui a déjà perdu sa valeur. Par exemple, le coût de la construction d'une maison privée, financé à 7 p. 100, double presque avec les paiements sans fin. Le financement d'une automobile dépasse 10 p. 100, mais double le taux de capacité destructive si on songe à la dévaluation rapide de l'auto en deçà d'une couple d'années. Les achats à crédit se font avec des frais d'administration de 20 p. 100. Ils illustrent clairement comment l'inflation est causée par l'action double des prix soufflés et de l'argent dévalué.

La construction, le financement des automobiles et les achats à crédit, les plus importantes parties de notre économie font l'objet d'une exploitation sauvage et alarmante. Les taux d'intérêt élevés illustrent la pauvreté due à la faillite et non la richesse et la prospérité. Ils proviennent d'une mauvaise gestion. On se demande comment un gouvernement peut exister avec un tel mouton noir dans sa capacité de gestion.

Conséquemment, le facteur le plus important de notre économie, les fournitures et la demande ne fonctionnent pas bien; la demande pressante de plus en plus d'argent et de salaires plus élevés ainsi que l'invasion colossale de capital étranger le prouvent sans aucun doute.

La politique fiscale et monétaire du gouvernement fédéral impose un fardeau terrible à la capacité financière des provinces avec ses prix soufflés et son argent dévalué. Le partage des coûts est impossible sans que les provinces accusent des pertes tant que le gouvernement avec son autorité remédiera au procédé économique. Dans de telles circonstances, il est injuste de refuser aux provinces leur demande justifiée. C'est une conception erronée que de retarder l'assurance-santé et l'augmentation de l'assistance aux vieillards, non seulement parce qu'elles sont nécessaires mais aussi parce que mâter l'inflation n'est possible que par des fonds publics afin d'éliminer le dommage discriminatif causé par les coûts élevés d'intérêt et de fret dans le secteur privé de l'économie.